

**EXIGENCES SPECIFIQUES POUR
L'ACCREDITATION DES
ORGANISMES PROCEDANT A LA
CERTIFICATION DES ENTREPRISES
INTERVENANT AU SEIN
D'ETABLISSEMENTS EXERCANT
DES ACTIVITES NUCLEAIRES**

CERT CEPE REF 34

Révision 03



✪ **Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires**

SOMMAIRE

1. OBJET DU DOCUMENT	3
2. DOCUMENTS DE REFERENCE	3
3. DOMAINE D'APPLICATION	3
4. MODALITES D'APPLICATION	3
5. SYNTHESE DES MODIFICATIONS	3
6. EXIGENCES A SATISFAIRE PAR L'ORGANISME DE CERTIFICATION	4
7. PROCESSUS D'ACCREDITATION	5
8. MODALITES FINANCIERES	6

❖ Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires

1. OBJET DU DOCUMENT

Le présent document a pour objet de définir les exigences à satisfaire et le processus d'accréditation d'organismes tierce partie procédant à la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et aux entreprises de travail temporaires concernées par ces activités.

2. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les textes référencés dans les §2.1 et §2.2 ci-dessous s'appliquent en complément du présent document.

2.1 Publication de l'ISO

- NF EN ISO/CEI 17021 « Evaluation de conformité – Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management », caduque au 15/06/2017
- NF EN ISO/CEI 17021-1 « Évaluation de la conformité — Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management — Partie 1: Exigences »

2.2 Autres textes de référence

- Arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et aux entreprises de travail temporaires concernées par ces activités
- Document « Questions-Réponses » en vigueur disponible sur le site internet www.travailler-mieux.gouv.fr
- Lignes directrices de l'IAF relatives au transfert de certification, à l'utilisation des TAAO et aux multi-sites (documents IAF MD2, IAF MD 4 et IAF MD1 respectivement), disponibles sur le site internet du Cofrac : www.cofrac.fr.

3. DOMAINE D'APPLICATION

Ce document s'applique à toutes les demandes d'accréditation et aux organismes accrédités pour la certification des entreprises citées à l'article 1 de l'arrêté cité au §2.2.

4. MODALITES D'APPLICATION

Ce document est applicable à compter du 01/04/2017.

5. MODIFICATIONS

Ce document porte l'indice 03. Les modifications de fond sont indiquées par un trait vertical dans la marge gauche.

La principale modification porte sur les mentions à faire figurer sur l'attestation d'accréditation (§7.4).

❖ **Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires**

6. EXIGENCES A SATISFAIRE PAR L'ORGANISME DE CERTIFICATION

Il appartient à tout organisme candidat ou accrédité de se tenir à jour des documents de référence cités au §2 et de prendre en compte la réglementation applicable en vigueur.

Les exigences spécifiques ont été indiquées dans le tableau ci-après.

Seules les exigences spécifiques à ce domaine ont été précisées, étant entendu que les exigences générales du référentiel d'accréditation et procédures en vigueur s'appliquent.

Ces exigences sont rapportées aux chapitres de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et NF EN ISO/CEI 17021-1 qu'elles spécifient et dont l'intitulé est alors repris avec, entre parenthèses, la référence à la clause correspondante de la norme.

Clause de la norme	Arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et aux entreprises de travail temporaires concernées par ces activités.
Organisation et Direction (§6.1)	Annexe 3-décision de certification
Détermination des critères de compétences (§7.1.2)	Annexe 3- exigences relatives à la formation des auditeurs des organismes certificateurs
Document de certification (§8.2)	Le certificat délivré par l'organisme certificateur, conformément à l'arrêté du 27/11/2013, doit clairement faire référence au dispositif réglementaire qui le porte (article R 4451-122 et son arrêté d'application)
Répertoire des clients certifiés (§8.3 de la norme NF EN ISO/CEI 17021)	Article 6
Informations relatives aux processus et aux exigences de certification (§8.6.1 de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et § 8.1 de la norme NF EN ISO/CEI 17021-1)	L'organisme de certification doit définir le référentiel de certification en prenant en compte les exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et les obligations prévues par l'arrêté et notamment les annexes 1,2 et 3.
Programme d'audit (§9.1.1 de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et § 9.1.3 de la norme NF EN ISO/CEI 17021-1)	Article 4 et annexe 3
Détermination des objectifs, du périmètre et critères de l'audit (§9.1.2.2 de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et § 9.2.1.2 de la norme NF EN ISO/CEI 17021-1)	Articles 3 et 4
Echantillonnage multi-site (§9.1.5)	Annexe 3- contenu des audits de certification
Collecte et Vérifications d'information (§9.1.9.5 de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et § 9.4.4 de la norme NF EN ISO/CEI 17021-1)	Annexe 3- contenu des audits de certification
Décision de certification (§9.1.14 de la norme NF EN ISO/CEI 17021 et § 9.5.1 de la norme NF EN ISO/CEI 17021-1)	Annexe 3-décision de certification

❖ **Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires**

7. PROCESSUS D'ACCREDITATION

7.1. Généralités

Toute demande d'accréditation pour la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaires concernées par ces activités sera traitée comme une demande d'accréditation initiale ou d'extension majeure de la portée d'accréditation à un nouveau domaine (objet du présent document) selon la procédure prévue par le document CERT REF 05.

7.2. Dispositions transitoires

Les dispositions transitoires sont définies à l'article 5 de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et aux entreprises de travail temporaires concernées par ces activités.

7.3. Observations d'activités de certification

Il doit être effectué au moins une observation d'activité de certification à chaque évaluation. Par activité de certification, on entend notamment un audit ou une réunion d'un comité. Lorsqu'un organisme est accrédité, les observations d'activité sont choisies de telle sorte que les différentes situations d'audit de certification fassent l'objet d'au moins une observation sur le cycle d'accréditation : entreprise (audit sur site et audit d'opération), agence d'intérim.

Le tableau ci-dessous définit les nombres de jours établis :

Nombre d'auditeurs actifs	Nombre de jours d'observations pour un cycle d'accréditation : S1+S2+S3+R ₁ ou S4+S5+S6+R _n	
	min	max
1-19	5	7
20-99	7	9
>100	9	11

S : évaluation de surveillance
R_n : n^{ème} ré-évaluation

Le Cofrac détermine les observations d'activités de certification à effectuer en utilisant ce « capital jours » pour l'ensemble du cycle. Il y a lieu de procéder à l'observation d'au moins un audit de certification initial ou de renouvellement dans leur totalité au cours du cycle d'accréditation (l'étape 1 et l'étape 2 pouvant être observées chez des clients différents).

7.4. Attestation d'accréditation

L'attestation d'accréditation délivrée mentionne l'arrêté du 27 novembre 2013, tel que cité en référence au §2.2 et les référentiels de certification de l'OC.

❖ **Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant à la certification des entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires**

7.5. Dispositions à prendre en cas de suspension, de retrait d'accréditation ou de cessation d'activité de l'organisme certificateur, en complément des dispositions de la procédure GEN PROC 03

Le Cofrac informe sans délai la Direction Générale du Travail de toute mesure de suspension ou de retrait d'accréditation d'un organisme certificateur.

7.5.1. Dispositions à prendre en cas de suspension d'accréditation

En cas de suspension, l'organisme certificateur n'est plus autorisé à délivrer de certificats jusqu'à la levée de suspension de l'accréditation par le COFRAC.

Les actions à mettre en œuvre par l'organisme concernant les certificats en vigueur émis sous accréditation sont établies au cas par cas en fonction de la raison de la suspension et sont indiquées dans le courrier de notification de suspension.

7.5.2. Dispositions à prendre en cas de retrait de l'accréditation d'un organisme certificateur ou de cessation d'activité pour certifier les personnes

7.5.2.1. *Retrait de l'accréditation d'un organisme certificateur*

L'organisme certificateur n'est plus autorisé à délivrer de certificats ni à maintenir les certificats existants. Il doit informer les entreprises concernées dans les meilleurs délais, pour qu'elles puissent s'adresser à un autre organisme de certification accrédité à cet effet, afin de transférer le cas échéant la certification détenue.

7.5.2.2. *Cessation d'activité d'un organisme certificateur*

L'organisme certificateur doit informer les entreprises concernées dans les meilleurs délais pour qu'elles puissent s'adresser à un autre organisme de certification accrédité à cet effet, afin de transférer le cas échéant la certification détenue.

7.6. Rapport annuel

Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 27 novembre 2013, cité en référence au §2.2, l'organisme certificateur établit un rapport annuel d'activités qu'il communique à la DGT.

8. MODALITES FINANCIERES

Les modalités énoncées dans CERT REF 06 et CERT REF 07 s'appliquent, en considérant les activités de certification objet du présent document comme un domaine d'accréditation